ORDONNANCE

n°104 du 30/09/2024

CONTRADICTOIRE

AFFAIRE :

REPUBLIQUE DU NIGER

COUR D'APPEL DE NIAMEY

TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY

Le Tribunal de commerce de Niamey, statuant en matière d'exécution en son audience publique de référé-exécution du trente septembre deux mille vingt-quatre, tenue au palais dudit tribunal par Monsieur **ALI GALI**, Juge au Tribunal, **Juge de l'exécution par délégation du Président**, avec l'assistance de Maitre **MME MOUSTATAPHA AISSA MAMAN MORI**, greffière, a rendu l'ordonnance dont la teneur suit :

ENTRE :

La société **SUMMA CONSTRUCTION NIGER SARLU (SCPA KADRI LEGAL)**

C/

BABATI PETROLEUM SERVICES (ME MOUNGAI GANAO SANDA)

La société **SUMMA CONSTRUCTION NIGER SARLU**, Société à Responsabilité Limitée Unipersonnelle, au capital d'un million de F CFA, ayant son siège au quartier Terminus, Niamey, prise en la personne de son Gérant, ayant pour conseil la **SCPA KADRI LEGAL**, Société d'Avocats, dont le siège est sis Boulevard de l'Indépendance, Cité Poudrière CI 18, en face de la pharmacie Cité Fayçal, porte n°3927, Tél. 20 74 25 97 emails : cabkadri@yahoo.fr, auquel domicile est élu pour la présente et ses suites ;

D'une part ;

ET

BABATI PETROLEUM SERVICES, « BPS », société à responsabilité limitée, au capital de 10.000.000 F CFA, enregistrée au RCCM, sous numéro RCCM-NI-NI-2012-B-2713, NIF : 25375/S, ayant son siège social à Niamey, quartier Cité Députés, Boulevard Tanimoune-CN4, B.P. 2597, tel ; 96292272, représentée par son gérant es qualité, assistée de Maitre **MOUNGAI GANAO SANDA OUMAROU**, Avocat à la Cour, B.P. 174, Cél : 84.35.35.35/ 96.89.85.93/ 93.98.09.09 ;

D'autre part ;

FAITS ET PROCEDURE

Par acte du 26 juin 2024, la société **SUMMA CONSTRUCTION NIGER SARLU** donnait assignation à la société **BABATI PETROLEUM SERVICES** à comparaitre devant la juridiction de céans aux fins de :

EN LA FORME

- Recevoir l'assignation de SUMMA CONSTRUCTION NIGER SARLU, comme faite dans les forme et délai légaux ;

AU FOND

- Dire et juger que les saisies conservatoires de créances pratiquées par BABATI PETROLEUM sur les comptes de SUMMA CONSTRUCTION NIGER SARLU, violent les dispositions de l'article 54 de l'AUPSRVE ;

- Dire et juger que l'exploit de dénonciation est fait en violation de l'article 79 de l'AUPSRVE et annuler en conséquence ledit acte de dénonciation ;

EN CONSEQUENCE

- Déclarer nulles les saisies conservatoires pratiquées sur les comptes de SUMMA CONSTRUCTION NIGER SARLU ;

- Déclarer nul le p v de dénonciation des saisies conservatoires ;

- Ordonner la mainlevée des saisies conservatoires pratiquées sur les comptes de SUMMA CONSTRUCTION NIGER SARLU ;

- Constaté que SUMMA CONSTRUCTION NIGER SARLU traverse des difficultés économiques passagères ;

- Lui accorder un délai de grâce d'une année pour le paiement de sa dette ;

- Condamner BABATI PETROLEUM aux dépens ;

A l'appui de sa requête, la Société SUMMA CONSTRUCTION NIGER SARLU expose qu'en vertu de l'ordonnance n° 159/P/TC/2024 rendue au pied d'une requête, par le Vice-Président du Tribunal de céans l'autorisant à pratiquer une saisie conservatoire sur les biens mobiliers corporels et incorporels appartenant à la Société SUMMA CONSTRUCTION NIGER SARLU, la Société BABATI PETROLEUM a, suivant procès-verbaux des 23 et 24 mai 2024 par le Ministère de Maître Aïchatou Lawali, Huissier de justice près le TGI/HC de Niamey, fait pratiquer des saisies conservatoires de créances sur ses avoirs logés dans les livres de la BOA-NIGER SA, CORIS BANK NIGER SA, BANQUE ATLANTIQUE DU NIGER SA et à la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique du Niger afin d'avoir le paiement de la somme de 165.398.347 F CFA en principal, intérêts et frais ; avant de dénoncer ces saisies le 30 mai 2024.

La Société SUMMA CONSTRUCTION NIGER SARLU estime qu'à l'examen des différents actes ci-dessus, la Société BABATI PETROLEUM a totalement méconnu les dispositions de l'AUPSRVE applicables en la matière, raison pour laquelle elle sollicite d'ordonner la mainlevée de telle saisie.

Elle sollicite d'abord la nullité de la saisie incriminée pour violation des dispositions de l'article 54 de l'AUPSRVE.

Elle soutient que selon cette disposition, pour être autorisé à pratiquer une saisie conservatoire, le créancier doit justifier d'une créance paraissant fondée en son principe dont le recouvrement est menacé, alors que la créance réclamée résulte du reliquat impayé de plusieurs factures de carburant vendu et que la défenderesse n'ignore pas qu'elle est un partenaire idéal avec lequel elle était en

relation d'affaires durant plusieurs années, qui, a initié plusieurs rencontres pour lui faire part des difficultés qu'elle traversait et ce, pour lui prouver sa bonne foi.

C'est pourquoi, à travers le courrier du 30 mai 2024 relatif aux factures impayées, elle lui réitéra les difficultés financières qu'elle rencontre en lui proposant des règlements mensuels consistant à verser les sommes de 15.000.000 F CFA dès le premier mois et 10.000.000 F CFA mensuellement jusqu'à concurrence du reliquat dû ; sinon de payer intégralement la créance litigieuse aussitôt que l'Etat du Niger la payerait. Mais, BABATI PETROLEUM a contre proposé le paiement de 26.065.000 F CFA à la signature de la conciliation et des paiements mensuels de 25.000.000 F CFA jusqu'au paiement total de sa créance.

Soudain, BABATI PETROLEUM a saisi ses comptes alors même que sa créance ne remplit pas les conditions obligatoires et cumulatives requises pour pratiquer une saisie conservatoire de créances, car elle ne justifie d'aucune circonstance qui pourrait entraver le recouvrement de sa créance sauf se contenter de présager d'un doute sérieux et d'une crainte pour son recouvrement; même si pour justifier cette menace, elle prétend qu'elle a initié plusieurs tentatives en vue d'un règlement à l'amiable et qu'en tant que débiteur elle n'a fait aucune proposition dans ce sens ; alors que selon l'AUPSRVE, la mesure conservatoire n'est ordonnée qu'en présence, cumulativement d'une créance paraissant fondée en son principe et s'il existe des circonstances de nature à menacer son recouvrement ; d'où la juridiction présidentielle constatera que les motifs avancés par BABATI ne respectent pas les conditions prescrites par l'article 54 de l'AUPSRVE.

Pour appuyer ses arguments, SUMMA CONSTRUCTION cite les arrêts CCJA, ass. Plén. Arr. n° 087/2013, 20 nov. 2013, Aff. Société MANI-SERVICES SARL c/ Société RENCO SPA selon lequel : « la preuve de la menace du recouvrement est à la charge du créancier saisissant et s'apprécie souverainement par le juge » ; CCJA, ass. Plén., Arr. n° 107/2014, Aff. Société RAZEL Cameroun c/ Société Nationale des Eaux du Cameroun dite SNEC) qui a décidé que : « il n'y a pas menace de recouvrement si le créancier ne démontre pas que l'inertie du débiteur malgré ses nombreux mises en demeure, constitue un risque d'insolvabilité qui empêcherait le recouvrement ultérieurement » ; et CA Abidjan, Arr. civ. c/ n° 690, 30 mai 2000, Aff La mutuelle Centrale d'Assurances dite MCA c/ La Nationale d'Assurances aux termes duquel : « l'autorisation de pratiquer une saisie conservatoire doit faire l'objet de rétractation dès lors qu'il n'existe aucun élément sérieux et objectif qui permet d'affirmer que le recouvrement est en péril » ; raisons pour lesquelles SUMMA CONSTRUCTION demande la rétractation de l'ordonnance n° 159/P/TC/2024 ayant, selon elle, illégalement ordonné les saisies querellées des 23 et 24 mai 2024 qui doivent être déclarées nulles.

Ensuite, la Société SUMMA CONSTRUCTION SERVICES NIGER SARLU excipe de la nullité du procès-verbal de dénonciation de saisie conservatoire de créances pour méconnaissance des dispositions de l'article 79 de l'AUPSRVE, en ce sens que ledit procès-verbal n'a pas satisfait aux prescriptions de ce texte.

Pour ce faire, elle fait valoir les arrêts CCJA, du 06/11/2011 et TPI Douala-Ndokoti, Ord. Réf, n° 175 bis, 20 avr. 2004, Aff. GENTRALEC SARL c/ BICEC et AES SONEL pour lesquels les mentions inscrites en caractères très apparents (en gras) dans un acte de saisie sont distincts des autres écritures sont transcrites sous

le titre souligné TRES IMPORTANT pour informer le débiteur ; et est nul et entraîne la mainlevée de la saisie pratiquée sur son fondement et l'exploit de dénonciation de la saisie conservatoire qui ne comporte pas ces mentions.

Enfin, en invoquant les dispositions de l'article 39-2 de l'AUPSRVE, la Société SUMMA CONSTRUCTION SERVICES NIGER SARLU prie la juridiction de céans de lui accorder un délai de grâce de douze (12) mois pour lui permettre de payer sa dette dans la mesure où elle reconnaît en principal la créance litigieuse qu'elle n'a pas honorée et qu'elle a fait la preuve des difficultés pouvant justifier l'octroi d'un tel délai.

Par conclusions du 25 juillet 2024, Me MOUNGAI GANA OUMAROU, alors conseil constitué pour la défense des intérêts de BABATI PETROLEUM SERVICES « BPS » SARL, relatant les faits exprime qu'en vue de recouvrer sa créance de 156.065.000 F CFA en principal de cette dernière contre la Société SUMMA CONSTRUCTION SERVICES NIGER SARLU devenue FB Groupe Construction Niger SARLU qui ne l'a pas contestée, elle a sollicité et obtenu du Président du tribunal de céans, l'ordonnance n° 159/P/TC/2024 du 22 mai 2024 qui l'autorisait à pratiquer les saisies conservatoires des 23 et 24 mai 2024 sur les comptes de celle-ci logés dans les livres de la SONIBANK S A, de la BOA-NIGER SA, de CORIS BANK NIGER SA, BANQUE ATLANTIQUE DU NIGER SA et à la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique du Niger ; saisies dénoncées le 30 mai 2024.

En réaction à cette saisie, par exploit du 26 juin 2024, la société SUMMA CONSTRUCTION NIGER SARLU donna l'assignation ci-dessus à la société BABATI PETROLEUM SERVICES.

A cet effet, pour vaincre, l'exception de nullité desdites saisies pour violation de l'article 54 de l'AUSPRVE, la société BABATI PETROLEUM SERVICES postule que sa créance satisfait les deux (02) conditions cumulatives exigées par cet article pour obtenir l'autorisation de pratiquer une mesure conservatoire sur tous les biens mobiliers corporels ou incorporels de sa débitrice qu'est la société SUMMA CONSTRUCTION NIGER SARLU dans la mesure où, d'une part, sa créance est fondée dans son principe car non contestée par celle-ci qui l'a expressément reconnue, notamment à travers sa lettre du 30 mai 2024 ayant pour objet les factures impayées qu'elle lui a adressées.

D'autre part, en ce qui a trait à la menace sur le recouvrement d'une telle créance, ce conseil fait observer qu'il a été jugé par les CA Paris, 8 sept. 1999, Juris-Data N° 10.569, que : « le refus du débiteur de payer sa dette et la précarité de sa situation financière constituent des circonstances susceptibles de menacer le recouvrement de la créance » ; CA Niamey, arrêt n° 41 du 28-03-2007 : « qu'en ne respectant pas son engagement, tel que prévu par le contrat, le débiteur fait peser une incertitude sur le recouvrement de la créance de sa banque » ; Cass. Civ. 2^e, 28 oct. 1999, Juris-Data N° 003836.

BABATI PETROLEUM SERVICES ajoute qu'en l'espèce, la société SUMMA CONSTRUCTION NIGER SARLU a reconnu qu'elle n'a pas honoré sa dette à cause des difficultés financières qu'elle traversait, les positions de ses comptes au niveau des banques précitées et les dires insensés de cette débitrice faisant croire que ses

décomptes échus sont bloqués au Trésor National alors même que la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique du Niger a déclaré à travers le procès-verbal de saisie conservatoire de créances du 24 mai 2024 que « le saisi n'a pas de créance au Trésor Public », caractérisant par là même la précarité de la situation financière de la société SUMMA CONSTRUCTION NIGER SARLU.

BABATI PETROLEUM SERVICES conclut ainsi que le non-respect de ses engagements par la société SUMMA CONSTRUCTION NIGER SARLU et la précarité de sa situation financière constituent des circonstances susceptibles de menacer le recouvrement de sa créance et font peser une incertitude totale sur le recouvrement de cette créance.

Enfin, BABATI PETROLEUM SERVICES se prévaut d'autres jurisprudences qui corroborent que le refus de cette dernière de répondre à la sommation de payer qui lui a été servie le 09 mai 2024 par l'Huissier de justice Maître Aïchatou Lawali en gardant délibérément le silence caractérise une absence de contestation de la créance et cette attitude explique une résistance à payer le solde de la dette, d'où elle demande à la juridiction de ce siège de débouter la société SUMMA CONSTRUCTION NIGER SARLU de ce moyen de défense.

Elle demande le rejet de l'argument tiré de la nullité du procès-verbal de dénonciation de saisie conservatoire de créances du 30 mai 2024, en soutenant que selon la jurisprudence CCJA, ass. Plén, n° 138, 11-11-2014, OHADATA J. 15-228 selon laquelle le caractère apparent requis par loi résulte nécessairement de l'écriture en gras et cela ressort clairement dudit procès-verbal et que la société SUMMA CONSTRUCTION NIGER SARLU n'a pas apporté la preuve du grief que lui cause la non reproduction des articles 62 et 63 de l'AUPSRVE dans le procès-verbal querellé.

BABATI PETROLEUM SERVICES sollicite en fin d'écarter la demande de la société SUMMA CONSTRUCTION NIGER SARLU tendant à lui accorder un délai de grâce car elle doit offrir au Tribunal les preuves matérielles des difficultés financières qu'elle allègue en ce sens que même en situation générale de crise toutes les entreprises ne connaissent pas fortement des difficultés financières et qu'elle s'est déjà octroyée un délai de grâce résultant de la souffrance de ses factures depuis plus onze (11) mois.

En plus, elle additionne que la société SUMMA CONSTRUCTION NIGER SARLU n'a pas la moindre volonté de payer sa dette, de sorte que cela laisse à croire que cette dernière rapatrie ses deniers chez elle et que la demande n'est fondée sur aucune justification ni assortie d'aucune offre sérieuse : CCJA, N° 25, 15-07-2004 et que le délai de grâce a été refusé pour défaut de bonne foi lorsque la débitrice qui en dépit de ses promesses, n'a procédé à aucun paiement : CA. Niamey, ch. Civ, N° 36, 30-04-2003 ; car s'elle était de bonne foi, SUMMA CONSTRUCTION NIGER SARLU aurait dû payer les montants qu'elle s'est librement proposée à verser.

En fin, la concluante demande la condamnation de la débitrice à lui verser la somme de 60.000.000 F CFA, soit 30.000.000 F CFA à titre d'intérêts en réparation du préjudice qu'elle a subi du fait du retard dans l'exécution de son obligation de se

libérer de sa dette et 30.000.000 F CFA en guise des frais irrépétibles et ce, sur le fondement de l'article 1147 du code civil, Trib. Commerce de Niamey, jugements N° 031 du 14-02-2023 ; 116 du 21-07-2023 ; 126 du 21-06-2023 ; 107 du 15-05-2024 et ord. N° 068 du 03-04-2024 et d'autres décisions jurisprudentielles.

Par ailleurs, suivant conclusions en duplique du 30 août 2024, BABATI PETROLEUM SERVICES, par l'entremise de son conseil maintient essentiellement le contenu de ses conclusions du 25 juillet 2024 avec certains enrichissements.

A l'audience du 02 septembre 2024, les conseils des deux parties ont demandé de mettre l'affaire en délibéré.

SUR CE, LE JUGE DE L'EXECUTION

I. EN LA FORME

1. SUR LA RECEVABILITE DE L'ACTION

Attendu que la requête de la Société SUMMA CONSTRUCTION NIGER SARLU est introduite suivant la forme et le délai prévus par la loi ; Qu'elle est, donc, recevable ;

2. SUR LE CARACTERE DE LA DECISION

Attendu que cette dernière ainsi que BABATI PETROLEUM SERVICES ont été représentées à l'audience par le biais de leur conseil respectif Me Mahamane Rabiou, Avocat à la SCPA KADRI LEGAL et Moungaï Ganao Sanda Oumarou ; qu'il sera statué contradictoirement à leur égard ;

II. AU FOND

1. SUR LA CONCILIATION INTERVENUE ENTRE LES PARTIES

Attendu qu'il a été produit aux pièces de la procédure, une copie du procès-verbal de conciliation n° 62/TC/NY du 13 septembre 2024 signé par le Juge conciliateur, le Greffier en chef, Maîtres Mahamane Rabiou de la SCPA KADRI LEGAL et Moungaï Ganao Sanda Oumarou, représentant respectivement les Sociétés SUMMA CONSTRUCTION NIGER SARLU devenue FB Group Construction Niger SARLU et BABATI PETROLEUM SERVICES ;

Attendu qu'il résulte des termes de **l'article 1^{er} intitulé « reconnaissance de dette »**, dudit procès-verbal de conciliation que SUMMA Construction Niger SARLU (devenue FB Group construction Niger SARLU) reconnaît sans réserve devoir à la société BABATI PETROLEUM SERVICES « BPS » SARL la somme de 156.065.000 FCFA représentant le reliquat de sa dette en principal ;

Qu'elle s'engage fermement à payer cette dette, conformément à **l'article 2 de ce**
procès-verbal, selon les modalités ci-après :

- Paiement de la somme de 26.065.000 FCFA à la signature de la présente ;
- Versement mensuel de la somme de 20.000.000 FCFA avant le 05 de chaque mois suivant, jusqu'au payement intégral du montant total, ce à compter du mois

d'octobre 2024 ;

- Paiement de la somme de 3.120.000 FCFA représentant les frais de l'huissier, à la signature de la présente ;

Qu'en plus selon **l'article 3 relatif à la sanction de l'inexécution**, en cas de non-paiement d'une seule échéance, SUMMA Construction Niger SARLU (devenue FB Group construction Niger SARLU) perdra le bénéfice des conditions accordées et le solde de la dette deviendra totalement et immédiatement exigible, outre les intérêts de droits, et sans préjudice d'éventuels dommages et intérêts ;

Que ce procès-verbal de conciliation dont l'expédition est revêtue de la formule exécutoire, vaut titre exécutoire portant condamnation de SUMMA Construction Niger SARLU (devenue FB Group construction Niger SARLU) à payer à « BPS » SARL la totalité de la créance dont le montant sera arrêté sur simple décompte établi par « BPS » SARL et entraînera le recours à l'exécution forcée contre SUMMA Construction Niger SARLU (devenue FB Group construction Niger SARLU) et qu'en conformité avec **l'article 4 ayant trait à l'engagement de la Créancière, la société BABATI PETROLEUM SERVICES « BPS » SARL** accepte les propositions et les modalités de règlement ci-dessus stipulées ;

Qu'elle s'engage à donner mainlevée de toutes les saisies par elle pratiquées contre SUMMA Construction Niger SARLU (devenue FB Group construction Niger SARLU), et ce, à compter du versement de la première tranche (26.065.000 F CFA) et les frais de l'Huissier (3.120.000 FCFA) ;

Attendu qu'aux termes des dispositions des articles 5 et 6 de ce procès-verbal, Les parties renoncent à toutes les actions judiciaires en cours et s'engagent à exécuter de bonne foi, le présent procès-verbal de conciliation et font élection de domicile au siège de leur conseil respectif ;

Attendu qu'il convient dès lors de leur en donner acte ;

2. SUR LES DEPENS

Attendu que toutes les parties n'ayant pas succombé, qu'il y a lieu de réserver les dépens ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, contradictoirement, en matière d'exécution et en premier ressort ;

- Constate la conciliation intervenue entre les parties suivant procès-verbal de conciliation judiciaire N° 062/P/TC/NY/ 2024 du 13 septembre 2024 ;

- Leur en donne acte ;

- Réserve les dépens ;

Avise les parties qu'elles disposent du délai de huit (08) jours à compter du prononcé de la présente ordonnance pour interjeter appel par dépôt d'acte d'appel au greffe du tribunal de céans.

Ainsi fait et jugé le jour, an et mois que dessus.

Ont signé :

LE PRESIDENT
GREFFIERE

LA